

# Contre : "La Suisse ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre."

Autor(en): **Balet Emery, Chantal**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energie extra**

Band (Jahr): - **(2003)**

Heft 2

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-642584>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



**Pour Chantal Balet Emery, responsable romande d'économiesuisse un double non s'impose: financièrement, écologiquement, un abandon précipité du nucléaire conduirait à un gaspillage insensé.**

L'initiative *Sortir du nucléaire* propose de limiter la durée d'exploitation des cinq centrales nucléaires suisses à 30 ans au maximum. D'ici une douzaine d'années – demain à l'échelle de la politique de l'énergie – la Suisse perdrait ainsi près de 40% de sa capacité de production d'électricité, soit les besoins en courant de plus de trois millions de personnes. C'est dire si ces installations ne pourraient être remplacées d'un claquement de doigts!

**Vide.** En limitant insidieusement à 40 ans la durée d'exploitation des centrales nucléaires, avec possibilité de la prolonger de dix ans en dix ans, l'initiative *Moratoire plus* vise en réalité le même but. Ces prolongations étant soumises au référendum facultatif, les industriels responsables devraient se mêler de choix politique. Ce n'est pas leur rôle. Les exploitants de centrales choisiraient de les fermer après 40 ans plutôt que de parier sur un avenir aussi incertain. Nous perdriions donc un peu plus tard, mais tout aussi sûrement, 40% de nos besoins en électricité.

# Contre

## «La Suisse ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre.»

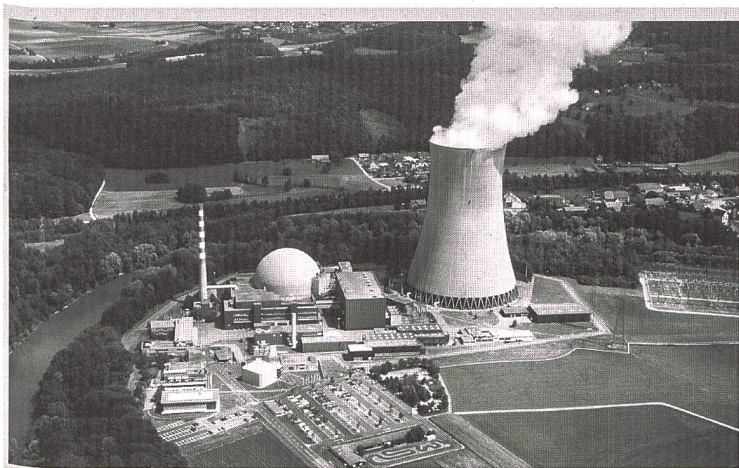
Dans tous les cas, nous devrions trouver quasiment au pied levé comment remplacer une part importante de notre production de courant. Les énergies renouvelables offrent certes des perspectives intéressantes. Elles ne permettraient malheureusement pas de combler à temps le vide laissé par l'arrêt des centrales nucléaires, et cela même si nous continuons à promouvoir et à réaliser d'importantes économies d'énergie.

**Désastre.** Selon l'Institut de l'énergie de Brème, un abandon prématuré du nucléaire conduirait à un désastre écologique et financier. La seule alternative jugée crédible par les spécialistes étant le gaz naturel, retenons que le coût de *Sortir du nucléaire* atteindrait entre 40 et 62 milliards de francs et celui de *Moratoire plus* entre 29 et 46 milliards de francs, selon les scénarios envisagés. Les scientifiques allemands ne sont d'ailleurs pas les seuls à mettre en garde contre les conséquences d'un abandon précipité du nucléaire. L'Office fédéral de l'énergie, sur la base des investigations du bureau Ecoplan, estime que le coût d'un tel aban-

don se situerait entre 39 et 45 milliards de francs. De plus, Ecoplan s'attend à la disparition de 3500 emplois au minimum dans le secteur de l'énergie et dans les industries à forte intensité énergétique.

Enfin, il faudrait redoubler d'efforts pour tenter de limiter la pollution de l'air provoquée par le recours massif à un combustible qui lâcherait annuellement des millions de tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. La Suisse ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre. De plus, cela rendrait inévitable l'introduction de taxes sur le CO<sub>2</sub> pouvant atteindre 50 centimes par litre d'essence, de diesel et de mazout, sans pour autant atteindre les objectifs prioritaires de réduction du CO<sub>2</sub>!

En résumé, la Suisse serait contrainte de construire une pléiade de centrales utilisant des combustibles fossiles. Alors que son autoapprovisionnement en électricité est actuellement garanti, elle devrait dépendre de pays producteurs souvent instables tout en gaspillant des dizaines de milliards. Ce n'est pas sensé. En poursuivant les efforts visant la mise au point d'alternatives plus crédibles, préservons la complémentarité hydraulique + nucléaire, laquelle a largement fait ses preuves en assurant jour et nuit, saison après saison, la fourniture régulière de courant à toutes les régions du pays.



La centrale nucléaire de Gösgen